

Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

~ *Editorial* ~

**PRÉSENTER CE QU'ON PENSE, CE QU'ON VEUT,
NON À PARTIR DE L'ÉTAT MAIS À PARTIR DU RÉEL.**

Ce numéro du journal « *Ici, Ensemble* » est construit autour de la proposition de déployer une politique de paix dans le pays.

Comme nous le précisons dans un de nos derniers textes, le mot *paix* nécessite d'être clarifié, il faut dire ce que nous entendons par ce mot.

1°) Comme à notre habitude, nous travaillons à donner sens à un mot aussi utilisé, aussi « usé » que le mot *paix*. Nous tentons de le faire « du point des gens » : du point de ce qui arrive dans le pays, de ce qui est pensé par des gens eux-mêmes dans ce champ, et du possible réalisable à partir de là.

« *Possible* » est à entendre comme le rapport d'une **pensée**, d'un **subjectif**, à

un **faire**, à une décision qui permette d'intervenir dans une situation pour la transformer.

Donner sens à « *paix* » du point des gens, cela nécessite déjà de se séparer de « *paix* » du point de l'état. « *Paix* » du point de l'état veut dire par exemple justifier la guerre et la destruction au nom de la démocratie et la liberté. Ou encore justifier des mesures de police contre la jeunesse et les habitants des quartiers populaires, désignés comme cibles et ennemis intérieurs.

Pour notre part :

- Par « *paix* », nous entendons la prise en compte de chaque habitant du pays, tel qu'il est, et la primauté du principe « **un habitant = un**

habitant, une vie = une vie » sur une quelconque raison d'état nationaliste ou identitaire.

- « *Paix* » signifie aussi qu'il faut en finir avec le mépris et l'humiliation à l'égard d'une partie de la population du pays, française ou non.
- Il s'agit bien sûr aussi d'en finir avec les destructions de pays et d'états à l'extérieur.

2°) Ce travail pour une politique de paix dans le pays prend immédiatement la forme de déclarations, de prises de position, de débats, de la part de personnes qui, chacune en leur nom, présentent ce qu'elle pensent et font pour mener à bien ce travail.

Comme vous le lirez, cette façon de travailler, à partir de ce qu'on a à présenter soi-même, n'inscrit pas la personne qui le fait dans le champ de la représentation (*qui va penser et parler à ma place, quelle organisation rejoindre...*).

Le point de départ est toujours : *qu'est-ce qui arrive aux gens, quelle vie est faite aux gens concernés ? quelles sont les pensées, les prises de positions qui existent sur tel ou tel point ?*

Travailler ainsi, avec et auprès des gens, est en rupture complète avec la démarche « en extériorité », dont le point de départ serait une analyse classiste, économiste ou sociologique de la situation, ou encore l'analyse technique de telle ou telle institution, ou encore la recherche dialectique des causes et des effets.

Au contraire, la façon de travailler que nous proposons et pratiquons permet d'aborder les situations subjectif contre subjectif, possibles contre possibles, en précisant toujours ce qui est pensé et fait du point de l'état, et ce qui est pensé et fait du point des gens, l'un ne découlant pas de l'autre.

Ou dit autrement, la capacité à formuler en positif ce que l'on veut ne découle pas d'une dualité avec l'état ou d'une contestation de l'ordre social existant, mais bien d'une pensée, à la fois singulière et collective, **sur le possible à mettre en œuvre, du point d'un « pour tous »**.

Ainsi est en chantier la question de l'école du point des enfants et de comment n'en laisser aucun sur le bord de la route, et non du point de « l'institution école » ; ou encore la question de la nationalité, non comme outil de tri et d'humiliation, mais comme prise en compte de ce que pensent des gens de ce symbole ; ou encore le rapport à l'identité, non pas définie par l'état et les partis comme moyen de rejet et d'exclusion, mais bien définie par chacun, du point d'un pays en paix, et pour tous.

Cette démarche permet d'être libre vis à vis de l'état et des institutions : ce ne sont pas eux qui décident à partir de quel point les débats et les batailles éventuelles doivent se mener. Ce qui n'empêche pas, bien au contraire, d'intervenir en retour sur les institutions, les moyens, les politiques gouvernementales, mais à partir de points, réfléchis et définis pour le bien commun.

Cela participe du déploiement d'une politique à distance de l'état.

3°) Dans la période ouverte après les crimes de janvier, **il s'agit de tenir sur le principe que le pays doit être celui de tous ceux qui y vivent**, contre l'identitaire porteur de guerre et de persécutions, contre la désignation de parties de la population comme ennemis.

Savoir se retrouver, se reconnaître, s'organiser et échanger là-dessus est aussi une proposition pour aujourd'hui.

Jean-Louis

SOIT ON M'APPELLE PAR MON NOM, SOIT ON M'APPELLE « PARTISAN DE LA FRANCE ».

Il faut arrêter de nommer les gens par le référentiel, par leur différence, sinon, on n'aura jamais d'unité, on n'aura jamais la paix.

Tout le monde doit arrêter de différencier soi et les autres par rapport à la couleur de peau, l'origine, le quartier, le travail... Je ne veux plus qu'on me nomme par rapport à ça.

La parole d'un noir, d'un blanc, d'un grand, d'un petit... peu importe, ce qui compte c'est ce qu'on dit. *Regarde ce que je dis, ce que je fais, quel travail je donne. Je suis une seule personne, je ne porte pas des noms différents, seulement le nom de ma naissance.* Le nom est le mien, il ne fait référence qu'à moi, mais dans ma totalité.

Les gens sont comme ils sont. La seule chose qui m'intéresse à propos de mon voisin, c'est s'il est sans moyens et que je jette la moitié de la nourriture à la poubelle.

Chacun peut vivre comme il vit, il n'y a pas à rentrer dans la vie particulière des gens. **Mais l'intérêt général est de vivre ensemble et dans l'égalité.** Si tu différencies, chacun regarde où il est par rapport aux autres.

Si vous considérez que les citoyens de Reynerie sont différents de ceux de Pech David, c'est une pensée qui fait reculer la vie des gens, qui les sépare et qui les enferme.

C'est à l'infini, toutes ces différences entre les gens pour créer une hiérarchie, où chacun se sent supérieur à l'autre : le français de souche supérieur à celui qui est naturalisé, qui est supérieur au résident, supérieur à celui qui a une carte d'un an,

supérieur au sans-papiers.... Mais dans le métro, on est tous pareils.

Si je dois vraiment me définir par rapport au pays, alors je dirai que je suis un partisan pour la France. Un partisan, parce que je fais partie des gens qui veulent travailler, réfléchir pour tenir la France debout. C'est une manière de faire vivre tout le monde ensemble.

Soit on m'appelle par mon nom, soit on m'appelle « partisan de la France ». Je suis là pour construire le pays, pas pour le détruire. Construire le pays, c'est arrêter de faire la guerre. On avance ensemble.

Je suis pour un pays qui tient par des principes. Celui qui a sauvé des gens dans le supermarché casher, il ne l'a pas fait pour la nationalité, mais parce qu'il avait déjà son idée : « *je sauve tous ceux que je peux sauver* ». Quand il était lycéen, il a failli être expulsé, et a été sauvé par la

mobilisation de ses camarades et de ses profs. S'il avait été expulsé, ces gens auraient-ils été sauvés ? Il avait demandé la nationalité à plusieurs reprises, et on lui avait refusé. Maintenant, on la lui a donnée pour son courage.

Mais pourquoi attendre qu'il ait fait quelque chose ? Pourquoi ne pas lui avoir fait confiance avant ? Eux ils ont changé leurs critères, mais lui, il n'a pas changé, ni sa couleur, ni son nom, ni ses principes.

Ma pensée : je suis partisan de la France. Si je pense ça, à partir de là, rien ni personne ne peut m'éloigner de quelqu'un d'autre. Je ne serai pas changé.

Hadj

IL FAUT PROTÉGER LES ENFANTS DU PAYS, ET C'EST NOTRE AFFAIRE À NOUS ADULTES.

On nous dit, en roulant des yeux effarés et avec des trémolos d'angoisse dans la voix, que dans une dizaine d'écoles, des jeunes ne se sont pas associés à l'émotion ambiante suscitée par les attentats, et ont fait entendre des voix discordantes. Et il n'y a pas de limites à la jeunesse : 8 ans, 9 ans... A la suite de quoi, l'état annonce dans un unanimité confondant toute une série de mesures coercitives pour obliger les enfants (et spécialement les enfants des milieux populaires) à « bien penser », laïquement et civilement. La situation interpelle :

- Comment se fait-il qu'au 21ème siècle, en France, des adultes, éducateurs de surcroît, ne sont pas capables de faire la part des choses, de distinguer la part de provocation, d'ennui, de gaminerie dans ces attitudes ?
- Comment se fait-il que le pays ait si peur de sa jeunesse, et en particulier de sa jeunesse populaire, au point d'accepter sans broncher des mesures de mise au pas et d'endoctrinement d'un autre âge ?
- Que faire pour apaiser les choses, revenir aux vrais principes, à savoir que l'école ne doit laisser aucun enfant sur le bord de la route ?

Plusieurs points à réfléchir et pratiquer :

1. L'école n'a rien à voir avec les attentats de Charlie :

Il faut arrêter de tout mélanger. Les criminels Kouachi et Coulibaly avaient tous les 3 passé 30 ans et quitté l'école depuis belle lurette ! Tous les témoignages concernant leur parcours indiquent qu'ils se sont radicalisés en prison. Alors, pourquoi l'école se retrouve-t-elle en première ligne, avec comme mission prioritaire de faire rempart à toutes les dérives criminelles de la société en général et au terrorisme en particulier ? Il s'agit là d'un tour de passe-passe écoeurant, pour dégager les politiques en général de toute responsabilité dans l'affaire et désigner des enfants comme ennemis potentiels.

2. Il faut arrêter de s'en prendre à la jeunesse.

Au contraire, il faut s'occuper des enfants, les protéger, cesser de les abandonner comme le fait l'état actuellement : combien d'enfants sous le seuil de pauvreté en France ? Combien d'enfants qui auraient besoin de prise en charge et de suivi médical ou psychiatrique et qui sont abandonnés, eux et leurs parents ? Combien se retrouvent en difficulté, le manifestent par de l'agressivité, sont exclus des établissements, sans suivi social, ni éducatif ? Combien vivant dans la précarité, dans l'insécurité, dans la misère, sont sommés de se comporter et d'étudier comme si tout allait bien pour eux ? Combien sont conditionnés à ne pas réussir, en raison de leur origine sociale et/ou ethnique ? Combien de jeunes, même diplômés, sans perspective, sans avenir, condamnés au chômage et à la précarité ?

Il ne s'agit pas de mâter la jeunesse, il s'agit de l'aider à trouver sa place dans le pays.

Le rôle de l'école est de s'occuper de TOUS les enfants, et de CHAQUE enfant, pris comme une personne et non pas comme un échantillon d'une quelconque CSP (catégorie socioprofessionnelle) ou d'un quelconque groupe ethnique ou religieux. Il faut rappeler cela avec obstination.

3. les « jeunes de banlieue » sont des jeunes du pays.

Les mesures étatiques annoncées ciblent une partie des élèves, la jeunesse populaire et en particulier les jeunes noirs ou arabes, présentés comme une menace pour la société française, en raison de leur nature barbare profonde. Il faut dire que c'est faux, arrêter de tout justifier par le déterminisme social ou ethnique : Si l'école échoue à faire réussir les élèves des milieux populaires, -ce qui entre nous n'est pas une nouveauté- c'est parce qu'elle n'est pas pensée pour ça. Autrement dit, **C'est l'école qui n'est pas faite pour les élèves et non les élèves qui ne sont pas faits pour l'école.**

Si ça ne marche pas, c'est qu'il faut faire autrement. L'école telle qu'elle est pensée

aujourd'hui est une machine à trier, sélectionner, classer les élèves. Elle fonctionne en éliminant ceux qui « n'ont pas le niveau ». C'est le contraire d'une école pensée pour faire réussir tous les élèves.

Il faut prendre les gens comme ils sont, prendre les enfants comme ils sont : aujourd'hui en France, le chômage est à plus de 40% dans les quartiers populaires, les élèves y vivent pour beaucoup dans des situations de précarité et d'instabilité peu propices aux études. L'école doit en tenir compte pour ne laisser aucun enfant sur le bord de la route. **Les enfants des quartiers populaires sont des enfants du pays, il faut les traiter comme tels.**

4. A l'école, il faut de la confiance et du respect

Des gosses et leurs parents accusés d'apologie du terrorisme d'un côté, des profs suspendus pour « propos inappropriés » de l'autre (Poitiers) avant que tout cela se dégonfle.... Est-ce que c'est comme ça qu'on va faire avancer les choses, dans une accusation et une suspicion mutuelles ?

Il n'y a pas d'apprentissage possible sans relation de confiance et de respect. Cela concerne les individus, cela concerne aussi les institutions.

Si le but de ces attentats était d'instaurer la peur et la défiance en lieu et place de la confiance et du respect indispensables à tout apprentissage, on peut dire que les institutions de l'Education Nationale, de la ministre aux chefs d'établissement s'emploient grandement à en consolider la réussite !

Ca suffit de monter les gens les uns contre les autres, de désigner des suspects, des coupables, de punir avant de juger. Ca suffit de se méfier des autres, de soupçonner, d'accuser avant de se parler.

Il faut respecter les parents, il faut respecter les enseignants, il faut respecter les enfants. Cela passe par se rencontrer, se parler, écouter ce que disent parents, élèves, enseignants, sur comment faire pour qu'aucun enfant ne reste sur le bord de la route et le faire savoir.

5. Il faut refuser l'éducation civique et morale :

L'école n'est pas le lieu de l'endoctrinement et de la police des pensées . Les enseignants ne sont pas les nouveaux prêtres de la laïcité. S'il y

a une défaillance au niveau civique et moral, c'est quand même d'abord dans la politique de l'état :

- Quand des enfants mineurs isolés doivent dormir dans la rue, faute de prise en charge (Paris)
- Quand des enfants roms voient leur logements détruits sous protection policière, et cela plusieurs fois de suite,
- Quand des enfants réfugiés vivent dans la terreur de l'expulsion,
- Quand des enfants handicapés, roms, étrangers... se voient privés d'école,
- Quand des enfants voient leur maman écartées des sorties scolaires en raison de leur religion,

• Quand des enfants voient leurs camarades traités différemment en raison de leur origine, de leur religion,

• Quand des politiques, au plus niveau, font des déclarations racistes en visant des groupes d'habitants (Valls sur les

Roms, Guaino sur les enfants étrangers, accusés de « faire baisser le niveau des autres », Sarkozy et le discours de Grenoble, pour ne citer qu'eux),

Que signifie « *un enseignement civique et moral aux valeurs de la République* », sinon une vaste escroquerie pour culpabiliser les parents et leurs enfants en leur faisant porter la responsabilité de leurs difficultés ?

Le civisme et la morale, c'est d'abord de ne pas traiter différemment des enfants selon leur origine, (roms, mineurs isolés) leur statut (demandeurs d'asile, réfugiés de guerre, sans-papiers), leur milieu social **le civisme et la morale, ce serait d'abord d'accorder à TOUS les enfants du pays le même droit effectif à l'éducation.**

6. L'école, l'avenir des enfants, c'est notre affaire :

Combien de temps encore allons-nous laisser l'état s'en prendre aux enfants ? Combien de temps allons-nous accepter qu'une partie de la population du pays soit constituée en ennemi intérieur ?

Toutes les propositions étatiques suite aux attentats vont dans le sens d'un renforcement

des tensions et d'une aggravation des processus d'exclusion scolaire et sociale des enfants, avec l'accord des syndicats enseignants, des associations de parents et des partis. Il n'y a rien de bon à attendre de ce côté-là. ***C'est à nous, parents, enseignants, jeunes, habitants, à réagir.***

Il faut combattre la pensée identitaire, qui enferme les gens dans un groupe, un statut, et au contraire construire des lieux, des moments, pour se rencontrer, parler entre nous de ce qui se passe, des idées de chacun pour transformer la situation dans l'intérêt de tous les enfants, et les mettre à l'oeuvre.

Le « chacun » est essentiel pour casser l'identitaire, et inventer à égalité un chemin collectif.

Faire cela, c'est aussi une façon d'aider les enfants à se construire, en mettant en oeuvre, dans les faits, un possible différent de l'identitaire étatique : des parents, des enseignants, des habitants, des jeunes, réfléchissent ensemble dans un respect mutuel pour que l'école compte chaque enfant.

Cela se pratique déjà au Mirail où un groupe de ce type a commencé un travail sur le thème : « *comment faire pour que l'école ne laisse aucun enfant sur le bord de la route ?* ». Cela dépend de chacun de vous que cela se mette en place ailleurs.

Brigitte



“IL FAUT SAUVER LES ENFANTS”

Le texte qui suit constitue une synthèse de 2 réunions parents/enseignants/habitants d'un quartier populaire, classé en éducation prioritaire. Les événements de janvier et leur traitement par les politiques et les médias ont encore aggravé la situation, et déstabilisé les enfants. Ce texte présente les premiers éléments d'analyse et de réponse que nous avons dégagés dans ce groupe de travail et que nous commençons à mettre en oeuvre.

On ne peut pas laisser les enfants comme ça, perdus, angoissés, sans avenir, stigmatisés. C'est à nous les adultes de nous en occuper. Depuis Charlie, c'est encore pire, on voit des enfants qui ne savent plus où ils sont, qui ne savent plus qui ils sont, qui se font du souci parce que la France est leur pays, le français est leur langue, mais ils ne sont pas français, et ils se demandent ce qui va leur arriver. Ils ont peur pour eux, et pour nous leurs parents, d'être chassés du pays, de voir toutes les portes se fermer malgré leurs efforts, malgré leur sentiment qu'ici, c'est chez eux. C'est très grave. On parle là de collégiens, d'enfants de 13, 14 ans ou plus jeunes !

De tous les côtés ils sont mis à part :

- les quartiers où on habite sont appelés « *quartiers sensibles* », « *quartiers difficiles* ». Dans les autres quartiers il n'y a aucun problème ? Ce sont des quartiers *insensibles*, des quartiers *faciles* ? Les jeunes d'ici sont appelés « *jeunes de banlieue* » avec ça, ils se retrouvent tous dans le même panier sous la même étiquette. Mais si on se promène dans le quartier, comme en ville, on y rencontre des collégiens, des lycéens, des jeunes qui rentrent du travail, des dealers... La grosse différence, c'est le taux de chômage, la difficulté pour les jeunes d'ici à trouver un travail après l'école.
- On les appelle « *élèves en difficulté* », et leurs écoles sont étiquetées « *éducation prioritaire* ». Ça part peut-être d'une bonne

intention, mais au bout du compte, c'est un enfermement de plus. Les enfants l'intègrent au point de penser que puisqu'ils sont dans ces écoles c'est parce qu'ils sont incapables de réussir scolairement, c'est normal qu'ils soient en échec.

- Nous aussi les parents, on est mis à part. On explique que parce qu'on a des métiers durs, qu'on gagne peu, c'est normal que nos enfants aient des soucis à l'école. Même si on est français, on est appelés « *immigrés* » et nos enfants « *français issus de l'immigration* ». », pour les distinguer des autres.

Il faut que le regard

change : tout ça a un effet sur les enfants. Nos enfants ne voient pas leur couleur. Ils ont grandi là, ils ne sentent pas arabes ou africains, pour eux, ils sont français tout simplement, même s'ils n'ont pas la nationalité. Et quand on les traite en étrangers, en graine de voyou ou de terroristes, ils ne comprennent pas pourquoi, ils ont humiliés, et certains dérapent. Cette politique-là que l'état mène contre les enfants, contre la jeunesse, c'est une politique dangereuse qui bouche l'avenir des enfants, et qui bouche l'avenir du pays.

Nous, nous aimons les enfants, nous aimons la France. C'est pourquoi nous avons décidé de réagir, de ne pas laisser faire, de ne pas laisser l'état attaquer les enfants et les désespérer. Nous, c'est-à-dire des parents, des enseignants, des habitants du quartier Reynerie. Nous avons commencé à réfléchir à la situation, à discuter entre nous de ce qui est possible.

Nous avons dégagé des points, des affirmations, qui sont des points de départ pour penser et agir :

1. On ne prend pas les mots, les noms qui nous enferment dans des cages de préjugés d'où ensuite on n'arrive pas à s'échapper. Il faut arrêter de parler de « *quartier sensible* », de « *jeunes de banlieue* », « *d'immigrés* », de « *musulmans* », etc... Trouver les bons mots pour décrire notre réalité, c'est aussi une partie du travail. Pour l'instant, nous, on préfère parler de *quartier*

populaire, de jeunes... On est des gens du pays et nos enfants sont les enfants du pays.

2. Pour l'école c'est la même chose. Ce qui compte n'est pas la zone géographique, le quartier, mais ce dont les enfants, chaque enfant, ont besoin pour réussir. **L'école doit s'occuper de chacun et ne laisser aucun enfant sur le bord de la route.** C'est un point qu'il faut bien avoir en tête. Par exemple, dans plusieurs écoles, les enseignants absents ne sont pas remplacés, ou les remplaçants changent sans arrêt. C'est impossible

pour les enfants de progresser, d'apprendre. Les remplaçants ne peuvent pas faire classe, ils font de la garderie. Mais l'école n'est pas une garderie. La priorité c'est un enseignant dans chaque classe. **C'est la base du respect de l'élève, du respect de l'enseignant, du respect**

des parents.

3. **On est accusés, attaqués, méprisés, il faut vraiment faire quelque chose, dire ce qu'on pense, sinon on va se taire à jamais.** C'est à nous, ceux qui pensent que ça ne peut pas continuer comme ça, à prendre les choses en main. C'est très important, car c'est aussi une façon de montrer à tout le monde, et aussi aux enfants qu'on n'est pas ce que l'état dit de nous, **on est ce que nous disons que nous sommes : des citoyens de ce pays-là.**
4. **Il faut que le regard des gens change, et nous seuls pouvons le faire changer.**

C'est pourquoi on a fait le pas de se réunir, de faire ce texte, de le diffuser, d'en discuter.

C'est pour quoi on vous demande de le lire attentivement, et de venir nous en parler, nous dire ce que vous vous en pensez, pour qu'on avance ensemble.

"L'école pour tous"



IL Y A QUELQUE CHOSE DE GRAVE DANS LE FAIT D'ENLEVER LA NATIONALITÉ À QUELQU'UN

Le texte qui suit est issu d'une discussion après les déclarations du gouvernement annonçant sa volonté d'enlever plus facilement la nationalité française. Déclarations suivies d'un exemple immédiat.

Chérif :

Maintenant, dans n'importe quel pays, il y a beaucoup de gens qui sont venus d'ailleurs, ça n'existe pas un pays avec 100% des citoyens qui sont nés là. Beaucoup de gens aujourd'hui dans le monde sont nés dans un pays, mais ils en choisissent un autre pour y vivre.

La nationalité c'est un choix de la personne, et c'est un accord entre la personne et l'état. C'est pour ça qu'il y a quelque chose de grave dans le fait d'enlever la nationalité à quelqu'un. On parle de symbole ici. La personne qui se sent citoyen à 100%, qui pense que ça y est, elle est française, elle se dit : « *C'est pour ça que je me suis battu, c'est pour ça que mon père ou grand-père est mort, le drapeau français à la main* ». C'est un aboutissement, la personne est fière de cette histoire, de son parcours personnel pour obtenir la nationalité française, mais maintenant, ça n'a plus de valeur. C'est vraiment choquant. Quand tu obtiens la nationalité, il y a toute une cérémonie, l'état te reconnaît comme citoyen français à part entière, c'est vraiment symbolique

mais avec le retrait de la nationalité, le symbole est par terre. Des gens sont en colère de ça.

Marcel :

Je suis d'accord avec cet aspect symbolique de la nationalité : Tu es enfin reconnu comme faisant partie de la communauté (ou tu pourras un jour être reconnu en l'obtenant).

Y toucher, c'est indiquer aux gens qu'ils ne seront jamais d'ici. Pour illustrer ce que dit Chérif, je peux citer quelques réactions des gens à ce sujet : Par exemple, quelqu'un m'a dit : « *Mais alors, ma fille (7ans) peut-être que demain elle ne sera plus française ?* » Ce qu'il avait bâti était menacé, remis en cause. Un autre : « *Mais à quoi ça a servi ? Pourquoi avoir fait tout ça ?* », et encore : « *Enfin, on n'est plus sûr de rien, l'état n'a plus de parole, il n'y a plus de garantie.* »

Zoubida :

Devenir français, c'est un choix, on s'affirme comme étant vraiment du pays. Il

y a la cérémonie, c'est solennel, on est reconnu. Ma soeur m'a dit : « *Pour moi, la nationalité, c'est une sécurité. Si c'est remis en cause, ça déstabilise* ».

Les gens qui commettent un délit doivent être punis pour le délit, pas pour leur origine. Avec cette mesure, toute une population française est désignée comme potentiellement coupable, on ne sait même pas de quoi. On n'a pas à condamner toute une population pour la faute d'une seule personne ! Il n'y a donc pas d'égalité, puisqu'il y a français et français. Où se situer ?

Ils nous parlent toujours d'intégration, mais c'est eux les premiers à mettre les gens de côté. Et quand les gens se marginalisent, ils disent : « *Regardez, ils n'arrivent pas à s'intégrer* » .

Forcément, ça divise le pays.

Chérif :

Punir est une chose, mais cela n'a pas de rapport avec la nationalité. L'état ne va pas protéger les citoyens de cette façon, au contraire, ça donne une division de plus entre les gens. Ils se disent : « *Jamais je ne serai vraiment français, puisque ce symbole n'est pas respecté par l'état* ». Les gens sont blessés dans leur dignité par cette mesure.

La loi doit fonctionner pour tout le monde. On ne défend pas la personne qui a commis un crime, on défend le symbole.

Jean-Louis :

On va nous dire « *C'est juste pour 1 ou 2, ce n'est pas comme ce que demande le FN, de retirer la nationalité à tous ceux qui l'ont eu avant 75 en application du droit du sol.* »

Suite aux meurtres, c'est employé comme une possibilité juridique, mais on n'a pas à jouer avec la nationalité ! Pour les gens, ce n'est pas rien, pour la loi ce n'est pas rien, pour la reconnaissance des gens ce n'est pas rien.

Accéder à la nationalité est très dur, mais quand on l'a on l'a. On ne joue pas avec ça. Ça a à voir avec la vie des gens, avec la stabilité des gens, à comment chacun s'identifie avec là où il vit.

Du point de vue de l'état, ce n'est pas massif, mais ça signifie à tout le monde : il y a plusieurs niveaux de français, des vrais et des faux français en vérité ; c'est une thèse classique de l'extrême droite fasciste, déjà à l'oeuvre dans l'affaire Dreyfus : donner la nationalité permettrait à l'ennemi intérieur de se constituer. « *Tu te crois comme moi, mais ce n'est pas vrai, tu es différent par nature* » c'est la création d'un autre symbolique, d'un ennemi intérieur, et à l'arrivée, ça débouche sur des mesures d'exception.

Il faut se rappeler l'affirmation répétée de Valls « *On est en guerre* ». Enlever la nationalité permet de débusquer les ennemis en ton sein, c'est-à-dire trier entre vrais et faux français. Ceux qui sont des ennemis potentiels sont ciblés : les gens des quartiers populaires.

Le discours sur la nationalité est un montage politique complet. En aucun cas il ne constitue une prévention contre la menace terroriste, au contraire, Valls et Hollande sont dans une logique guerrière, ils cherchent à unir contre une partie des gens du pays.

C'est très grave, il faut alerter là-dessus. Il faut discuter, que des gens se prononcent.



“SI TU PERDS CE PAPIER, TU SERAS COMME TES PARENTS”

Notre fils a eu 13 ans, et en accord avec lui, on a demandé sa nationalité française, parce qu’il est né en France. Sa mère et moi nous avons des cartes de résidents.

On a préparé tout le dossier comme il faut et on a été convoqués avec lui au tribunal. Il y avait d’autres familles comme nous. Comment ça se passe ? Ils ont fait entrer le garçon tout seul, sans nous, pour lui poser des questions. Ils ne lui ont pas demandé pourquoi il veut être français, non, ils lui ont demandé ce qu’il pense de Charlie et des attentats ! Lui il a répondu ce qu’il pense, qu’il est contre, que c’est des assassins, et qu’il n’a rien à voir avec ça. Après, ils lui ont demandé s’il veut changer de prénom, s’il ne préfère pas avoir un prénom français. Il a dit non, c’est mon prénom, c’est mes parents qui l’ont choisi, et j’ai l’habitude.

J’étais un peu étonné. Pourquoi interroger l’enfant à part, sans les parents ? Pour un enfant de 13 ans, être questionné comme ça par un juge au tribunal, c’est impressionnant, déstabilisant. Peut-être ont-ils peur qu’on influence l’enfant ? Mais en même temps, c’est la décision des parents, c’est eux qui doivent faire la démarche de naturalisation pour l’enfant entre 13 et 16 ans. Et l’acquisition de la nationalité par droit du sol est un droit, il n’y a pas à faire passer un examen à l’enfant.

Finalement, ils ont dit que c’est bon, et ils lui ont préparé le certificat. Mais ce qui m’a vraiment choqué, c’est au moment où le greffier lui a remis le papier. Il a dit « *Fais bien attention, surtout ne le perds pas parce qu’on ne peut pas faire de duplicata, de copie. Il faut garder ce papier à vie. Si jamais tu le perds, tu te retrouveras comme tes parents.* » Et la secrétaire le lui a répété. Ça s’est passé comme ça pour nous, mais c’était pareil pour les autres familles.

J’étais vraiment choqué. Ça veut dire quoi ? La décision n’a pas enregistrée ? Le papier est trop cher pour en faire un autre ? Le juge n’a rien expliqué.

Pour nous, pour notre fils, c’est très important la nationalité. C’est un symbole très fort, la fierté d’être 100% du pays. C’est un choix, on y a réfléchi, on en a discuté avec lui. **Et voilà que pour l’état, c’est juste un papier et que si on le perd, on n’est plus français ?** C’est terrible. Pour nous, c’était une fête, on était fiers, heureux, dans la joie, et avec ces paroles, c’est la douche froide. On est sorti stressés, choqués, à se demander comment protéger ce papier, à se dire « *et s’il brûle ? et si on se le fait voler ? et si on le perd dans un déménagement ?* ». C’est très dur.

Cet enfant, le greffier aurait dû le féliciter, lui dire bravo, l’accueillir comme français. Au lieu de ça, il lui dit que sans ce papier il n’est pas français, il met de suite sa nationalité entre parenthèses, sans garantie. Et en plus cette réflexion : « ***Si tu le perds, tu seras comme tes parents*** ». Ça signifie quoi ? Qu’on est inférieurs ? C’est un greffier, un membre de la justice qui dit ça, qui parle à un enfant de ses parents, comme si on n’était rien devant lui.

Heureusement notre fils est un garçon calme et réfléchi et on parle beaucoup avec lui. Mais pour moi, ça a été vraiment très dur, je me faisais une fête de ce jour-là et, je suis tombé de mon nuage, je suis vraiment tombé par terre.

Je trouve que c’est grave ce genre de propos, et qu’il ne faut pas le laisser passer.

Chérif

8 PROPOSITIONS DE TRAVAIL POUR UNE POLITIQUE DE PAIX DANS LE PAYS

Le texte qui suit, daté du 9 Février 2015, a servi d'appel à la rencontre organisée le 7 Mars. Les propositions sont bien sûr toujours d'actualité, alimentent notre travail actuel, et chacun peut s'en saisir.

Tout d'abord, le mot « paix », si on l'utilise doit être clarifié, il faut dire ce que l'on entend par ce mot, ce que l'on en attend.

- Par « **paix** », nous entendons la **prise en compte de chaque habitant du pays, tel qu'il est, et la primauté du principe un habitant = un habitant, une vie = une vie, sur une quelconque raison d'état nationaliste ou identitaire.**
- « **Paix,** » signifie aussi qu'il faut en finir avec le mépris, l'humiliation à l'égard d'une partie de la population du pays, française ou non.

Il est aujourd'hui évident que, pour les gouvernement de Hollande comme auparavant pour ceux de Sarkozy, la possibilité de paix, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne fait plus partie du champ intellectuel de l'état, de sa pratique, de sa politique, de ses choix.

La paix telle que nous l'entendons constitue donc une proposition politique pour aujourd'hui qui ne peut se déployer **qu'à distance de l'état**, c'est à dire qu'en **s'appuyant sur des principes qui parlent pour tous, portés par des gens eux-mêmes, organisés pour cela, et sans recherche de places et de représentation.** Un tel travail ainsi mené par les gens eux-mêmes, en toute indépendance de pensée et d'action, ouvre alors à des conséquences sur la politique que l'état pratique dans son rapport aux habitants du pays, et à l'étranger.

Nous proposons plusieurs axes, non cités dans un ordre d'importance, mais qui tous ouvrent à

un travail, à une pensée/action, à un possible, et à des transformations de situations.

1- On ne sème pas la guerre sans qu'il y ait des conséquences : les guerres à l'extérieur créent obligatoirement des suites à l'intérieur. Interrogeons-nous sur la justesse des guerres à l'extérieur, les destructions d'états, les partitions de pays et de populations, les bombardements, les désolations et les exils de masse que cela crée. **Des prises de position publiques sont possibles pour casser le silence et l'unanimité apparent derrière les guerres de destruction que mène la France.** D'autres choix sont possibles que la guerre.

2- Il ne faut pas toucher à la nationalité. Si quelqu'un commet un crime, il y a des lois, des sanctions. Toucher à la nationalité, c'est créer une hiérarchie entre les français « de souche » (*et comment définir un français de souche ? à combien de générations remonter ?*) et les français « de papier » ; c'est au fond dire à tous ceux qui sont devenus français, ou dont les parents sont devenus français qu'ils ne sont pas de « vrais français », qu'ils restent « à l'essai », eux, et leurs enfants. C'est un acte extraordinairement violent, de rejet annoncé aux gens concernés, un mépris total de leur choix, de la démarche qu'ils ont faite pour s'affirmer du pays. Des gens nous ont dit : « *Si on peut enlever la nationalité à certains, ça dit quoi à tout le monde ? On est qui, on est quoi ? On compte pour rien ? Où sont la dignité et le respect des gens ?* » **Il faut résolument dénoncer toute tentative de toucher à la nationalité !**

3- La laïcité n'est pas la religion de la république, telle que Hollande/Valls nous la présentent, mais une **mission** de l'Etat, qui doit assurer à chacun la liberté de culte s'il le souhaite. A la base, le but de la laïcité est d'éviter que l'Etat ne prenne partie dans les religions, ne s'en serve comme moyen de pression et de coercition. La laïcité concerne l'Etat et non l'espace public et les croyances ou les non-croyances des uns ou des autres, où il n'a pas à intervenir.

Il faut absolument dégonfler toute cette propagande qui vise à instaurer la laïcité en une nouvelle religion d'état, républicaine, allant de pair avec la mise en place d'une police des pensées et des corps.

4- Aujourd'hui l'identitaire a pris la place de la subjectivité, de la pensée, des choix : en effet, tout énoncé est d'abord jugé selon l'origine, la religion, la couleur de peau... de celui ou celle qui parle. Le contenu de ce qui est dit est analysé non pour ce qui est dit, mais en fonction de qui le dit (« *jeune des cités* », « *paysan des campagnes profondes* », « *prof de ZEP* » etc...)

Pour nous, **c'est ce que chacun dit et fait qui compte**, et non l'identitaire, qui nie la singularité de la personne et sa pensée, diluée dans une soi-disant culture communautaire. Il s'agit d'en finir avec toutes les catégorisations étatiques et sociologiques du type « *les jeunes de banlieues* », « *les immigrés* », « *les femmes qui portent le foulard* » etc...qui maniées depuis des années ont permis de remplacer la pensée réelle des gens par un identitaire présumé. Ce que les gens pensent, c'est aux gens eux-mêmes à le dire et non à partir d'un « étiquetage » décidé par l'état !

Allons voir ce que chacun a à dire et porte véritablement ! Ce que nous avons à dire doit se faire sans représentation : à chacun de présenter ce qu'il pense et veut.

5- La question de l'apaisement, à traiter en tant que telle : il faut être capables de comprendre que dans des périodes troubles, où certains veulent semer une logique de guerre civile, l'important est d'apaiser des situations et tenir compte de ce qui blesse, peut blesser et humilier inutilement. Il faut penser aux gens et les respecter : à quoi sert par exemple d'afficher les caricatures de Charlie dans une salle de repos commune ? Est-ce que ceux qui ont affiché ça ont réfléchi que certains de leurs collègues, avec lesquels ils font équipe, peuvent en être blessés, se sentir exclus du groupe ?

Est-ce vraiment ce qu'ils veulent ? En quoi blesser et humilier des gens qui ne sont pour rien dans les exacerbations religieuses permet-il de critiquer les islamistes radicaux militants ? C'est tout le contraire !

Les discours de l'état proclamant que nous sommes en guerre et les mesures annoncées dans la foulée ne vont pas dans un sens d'apaisement, de paix, où chacun est compté, mais sont au contraire porteurs de tensions et de stigmatisations.

6- L'école et les jeunes n'ont pas à devenir la cible des mesures policières. Les tueurs étaient des adultes, ayant quitté l'école depuis des années ! En quoi l'école est-elle responsable de leurs crimes ? En quoi « *l'apprentissage de la laïcité* » résout ce genre de choix identitaires et fascistes ? Doit-on renvoyer Zemmour, Soral, Dieudonné, Sarkozy et son ministère de l'identité nationale à l'école, en cours de laïcité ?

Foutons la paix aux enfants, et soyons plutôt soucieux qu'aucun ne reste sur le bord de la route, comme c'est de plus en plus le cas actuellement ! Il ne s'agit pas d'organiser un grand lavage de cerveaux et une police de la pensée et des croyances !

Remettons plutôt en place des structures de types « *rased* » ou inventons-en d'autres pour répondre aux difficultés d'apprentissage propres à chaque élève pris comme une personne et non comme membre d'un groupe ethnique, religieux ou sociologique ! Créons-leur des conditions de vie stables, cessons d'humilier les parents et les enseignants... On ne laisse pas tomber des enfants pendant des années sans qu'il y ait des conséquences néfastes, surtout pour les enfants eux-mêmes.

Les propositions du gouvernement en direction de l'école ne sont porteuses que de suspicion, de violence et de mépris contre des pans entiers de la jeunesse.

L'école n'est pas un lieu pour une quelconque police des pensées et des corps, c'est un lieu où il faut prendre soin des enfants, de chaque enfant.

7- Les habitants des quartiers populaires ne sont pas de la poussière qu'on déplace, ce ne sont pas des statistiques, ce sont des gens, qui vivent dans des conditions difficiles.

La « *politique de peuplement* » prônée par Valls est ouvertement d'inspiration raciale, dans la droite ligne des théories de l'identitaire Renaud Camus. Si apartheid, ségrégation, relégation....

il y a, ça ne tombe pas du ciel, mais bien d'une politique étatique menée depuis des années, pour constituer **les habitants de ces quartiers en « ennemis intérieurs »**, sans cesse désignés par des appellations identitaires et restrictives : « les musulmans », « les jeunes des banlieues », soumis à des discriminations incessantes et à un traitement policier spécifique. D'un côté ces habitants, « les étrangers » (même s'ils sont français), de l'autre les « français ». C'est bien l'état qui a créé ces 2 populations (sanctuarisées par le fameux « Ministère de l'Identité Nationale ») même si aujourd'hui il fait mine de s'en horrifier.

Du « karcher » aux délogements forcés, la logique est la même : il faut cacher la misère, le chômage, les difficultés et faire porter aux habitants, à leur « identité » présumée, la situation actuelle.

La « *politique de peuplement* », on connaît, c'est déjà pratiqué à grande échelle avec les GPV (Grands Projets de Ville) : sous prétexte d'amélioration et de mixité sociale, l'état détruit des immeubles et déplace les habitants, cassant ainsi leur réseau de solidarités, et aggravant

souvent leurs problèmes. Des milliers de familles ont vécu cela, sans qu'on puisse parler de réelle amélioration de leur situation, au contraire. Aujourd'hui, certains ont commencé à dire : « *Ca suffit, nous ne sommes pas de la poussière qu'on déplace à volonté. Partir ou rester, c'est à nous de décider* ».

Les habitants des quartiers populaires sont des habitants du pays. Leurs difficultés sont les difficultés du pays. Prendre acte déjà de cela, c'est commencer à sortir de la logique de tensions que l'état met en place et alimente en permanence.

8- Une politique de paix est possible, à condition de s'y mettre. Rencontrons-nous, inventons, soyons soucieux de ce qui arrive réellement aux gens dans le pays

Pour mener ce travail, il est nécessaire d'inventer de nouveaux lieux afin que ces points et d'autres encore, soient mis en débat, en travail, en enquête, le tout à distance de l'état. Il s'agit de mettre en oeuvre ce que chacun est capable de dire et faire en situation, à partir de soi-même.



Y A-T-IL DES ALTERNATIVES POSSIBLES AU VOTE ET À LA SIMPLE ABSTENTION?

Rencontre le jeudi 26 Mars, 18h30.

Pour tenter d'y répondre, nous proposons de développer et débattre les points suivants :

1) Que sont les élections, si ce n'est la forme organisée que propose l'état aux gens afin que ceux-ci le reconnaisse comme le seul lieu politique possible et envisageable ?
Le parlementarisme et le vote servant, en dernier ressort et quelque soit le résultat des scrutins, de légitimation de l'état et de sa politique (par exemple, toutes les guerres de Hollande sont présentées comme légitimes car il a été élu).

2) L'abstention, à soit seule, n'est le signe que du désintérêt (justifié) d'un certain nombre de gens vis à vis du personnel politique, mais ne fait que confirmer, par la « bouderie », que le seul lieu politique possible reste l'état ; l'abstention, sans rien faire d'autre, ne délégitime en rien la politique de l'état, elle ne permet aucune prise de position, aucune transformation du réel de la vie des gens.

« S'abstenir » ou « voter » sans rien affirmer par soi-même, sans rien présenter avec d'autres, de ce qu'on veut pour tous, sont en dernier ressort des démarches identiques d'allégeance à la politique étatique.

3) Ce qui peut faire la différence, c'est le travail fait ou à faire, qui parte d'affirmations et de tentatives pour que, par exemple, le respect et la dignité de chacun soient effectifs, pour gagner que chaque vie compte, et qu'un habitant = un habitant. Ces points se donnent en situation, à partir de ce qui y est pensé par des gens eux-même.

C'est ce que nous appelons une capacité politique des gens, à distance de l'état.
C'est une alternative possible au vote et à la simple abstention. Débattons-en.

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse Espace DURANTI, salle au 3^e étage

Dans le cadre des "**Rencontres pour penser l'Aujourd'hui**"

LA QUESTION DES RÉFUGIÉS POSE LA QUESTION DE LA GUERRE

Le texte qui suit retrace une discussion sur la question des réfugiés, et en particulier des migrants de Calais, maltraités par l'état et contre lesquels des habitants ont manifesté fin 2014. La question des réfugiés interpelle chacun, de par la responsabilité qu'a l'état français dans leur apparition mais aussi en raison du refus de prendre en compte leur présence, leur réalité dans le pays.

Chérif : La politique de guerre à l'extérieur amène des réfugiés qui ont tout abandonné pour fuir la guerre et venir ici. La guerre a égalisé les gens de ces pays : riches et pauvres, ils partent juste pour sauver leur vie. Beaucoup sont des gens qui avaient les moyens dans leur pays, ils avaient des biens, un métier, une maison, une vie tranquille. Ils ont tout quitté pour garder la vie, mais pendant le trajet, beaucoup sont morts, et ceux qui arrivent sont des rescapés. Parfois ils ont perdu leur famille, comme ce médecin syrien dont le bateau a coulé, ses 4 filles se sont noyées, il n'a rien pu faire.

En arrivant en Europe, ils se retrouvent encore en difficulté. Ces gens demandent de l'aide. Certains veulent juste traverser, comme à Calais, mais personne ne veut les laisser passer. Ils sont bloqués à la frontière. Au lieu de les accueillir, de les aider et de les soulager, beaucoup de gens disent : « *Il y en a déjà trop !* ». C'est souvent des gens qui sont eux-mêmes en difficulté et qui pensent que l'arrivée des réfugiés va aggraver leur situation.

Ça crée une guerre à l'intérieur, avec certains qui profitent de la situation, toujours plus d'insultes, l'étranger toujours désigné comme le fautif, le responsable de ce qui ne va pas : « *voilà l'étranger qui prend ma place, qui profite du système* ».

Ca crée une crise. Qui sont les responsables ? Les états guerriers.

Hadj : Les états veulent la guerre, ils déstabilisent les pays, ils créent les réfugiés et ensuite ils critiquent les gens parce qu'ils sont réfugiés. Le meilleur exemple, c'est la Libye, où la France est allée faire la guerre sans la moindre raison réelle, et a complètement cassé le pays, et les pays voisins maintenant.

Ce qui est terrible, c'est que les gens qui traversent les mers pour se réfugier en Europe ou ailleurs ne sont pas acceptables pour les états qui les ont mis sur les bateaux. Ils ne les protègent absolument pas, au contraire, ils les laissent mourir en mer et quand ils arrivent quand même, ils les chassent et les maltraitent encore.

Ça ne concerne pas que l'Europe. En Algérie aussi il y a beaucoup de réfugiés, et le gouvernement, comme en France, a une politique d'expulsion, et est en train de réfléchir à instaurer une autorisation de travail pour certains réfugiés. Mais le premier réflexe, c'est fermer les frontières.

Jean-Louis : Tout laisse penser que le phénomène va s'amplifier. Avec le développement des guerres, mais aussi le changement climatique, on peut prévoir un mouvement de déplacement de la population

impressionnant dans les années à venir, et il faut l'anticiper autrement que par les murs et l'armée. Ceux qui arrivent aujourd'hui ne sont plus majoritairement des gens qui cherchent une vie meilleure, au contraire comme le disait Chérif, la plupart avaient une vie meilleure que la guerre a détruite.

C'est pourquoi il faut déjà veiller à utiliser le seul terme exact pour parler des gens dans cette situation : il ne s'agit pas de « clandestins », il ne s'agit pas de « migrants », ce sont tous des réfugiés et à ce titre ils ont droit à l'assistance des états responsables de leur exil.

Et cette assistance n'a bien sûr rien à voir avec le business qui commence à se créer autour des réfugiés, comme en Australie, où l'état sous-traite l'accueil et le regroupement de ses réfugiés à d'autres pays (Cambodge). Il faut un statut international du réfugié, différent de celui du demandeur d'asile :

- tout ressortissant d'un pays en guerre doit être considéré comme réfugié,
- tout ressortissant d'un pays ravagé par le dérèglement climatique (inondations, sécheresse...) doit obtenir le statut de réfugié.

Marcel : La seule réponse des états, c'est le réflexe protectionniste de fermer les frontières, monter des murs, abandonner les réfugiés à leur sort au nom du « chacun pour soi ». Outre que ça ne marche pas vraiment, puisque les gens arrivent quand même, malgré les morts, cela pose la question du monde qui se crée ainsi, avec les habitants des poches de richesse enfermés à l'intérieur, pour se « protéger », et les autres « enfermés dehors », interdits d'accès aux richesses de la première zone. L'Europe, par exemple, avec Frontex, consacre des milliards à s'enfermer et à se transformer en citadelle.

Les grandes puissances sont responsables de la situation actuelle des réfugiés, par leur politique de guerre et de destruction, y compris du climat. Ils doivent donc participer à leur accueil et leur prise en charge. Ce n'est que justice.

La réponse gauchisante qui consiste à plaider pour la suppression des frontières n'est pas plus efficace, parce qu'irréaliste et parce que ne prenant pas en compte la cause de l'exil. **Or, la question des réfugiés pose la question de la guerre.**

Jean-Louis : Chérif disait tout à l'heure que la guerre extérieure induit une guerre intérieure, qui se traduit par des tensions internes et l'idée : « *il y en a trop* ».

Cette question du « en trop » est à réfléchir : c'est la question posée aux gens ici, en Europe aujourd'hui, et peut-être ailleurs aussi dans le monde : comment penser autrement que le « en trop » ?

Un premier point serait peut-être de **se demander si plutôt que trop de gens, il n'y a pas plutôt trop de guerres**. Et faire un bilan de ces guerres soi-disant « humanitaires », qui prétendent lutter pour la démocratie contre la barbarie, et n'aboutissent qu'à la guerre civile en détruisant d'autres états et en déstabilisant des régions entières pour des années. Jusqu'ici, on ne peut pas vraiment dire, que ce soit en Irak, en Afghanistan, en Libye ou en Syrie ... qu'elles ont apporté une vie meilleure aux populations de ces pays !

Le deuxième point, qui découle du premier, étant de reconnaître le statut de réfugié à tous ceux qui fuient leur pays en guerre. L'Europe doit assumer les conséquences humaines de sa politique guerrière et accueillir et protéger les réfugiés qu'elle a créés.

La politique des murs et de l'enfermement est une politique de séparation à l'extérieur **ET** à l'intérieur qui ne peut aboutir qu'à l'affrontement.

Il faut oser réfléchir autrement, à partir du principe: « La vie des gens, de chacun, compte » pour en dégager des affirmations et des propositions d'où intervenir dans les situations.

Au lieu de penser le « en trop », il faut penser à partir du réel : des gens, pour sauver leur vie, quittent leur pays ravagé par la guerre et cherchent secours dans les pays voisins pour la majorité d'entre eux, ou sur d'autres continents, selon leur histoire personnelle et leurs liens familiaux.

Ils doivent bénéficier immédiatement du statut de réfugié, avec droit immédiat au travail.

Il n'y a aucune logique à interdire à des gens de travailler pour ensuite aller leur reprocher d'être des « assistés » !



~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Présenter ce qu'on pense, ce qu'on veut, non à partir de l'Etat mais à partir du réel" Page 1 ;*
- ◆ *"Soit on m'appelle par mon nom, soit on m'appelle "partisans de la France " Page 3 ;*
- ◆ *"Il faut protéger les enfants, et c'est notre affaire, à nous adultes" Page 4 ;*
- ◆ *"Il faut sauver les enfants" Page 6 ;*
- ◆ *"Il y a quelque chose de grave dans le fait d'enlever la nationalité à quelqu'un Page 8 ;*
- ◆ *"Si tu perds ce papier, tu seras comme tes parents !" Page 10 ;*
- ◆ *"Y a-t-il des alternatives au vote et à la simple abstention ?" Page 13 ;*
- ◆ *"8 propositions de travail..." Page 11 ;*
- ◆ *"La question des réfugiés pose la question de la guerre" Page 14 ;*



POUR SE RENCONTRER :

⇨ DES RÉUNIONS RÉGULIÈRES SE TIENNENT LE SAMEDI

⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62

NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://www.ouvriersgensdici.net> ou <http://ouvriersgensdici.free.fr>